

La Coordination rurale fustige les « délocalisations » de certaines coopératives

© 11/01/2018 |  TERRE-NET MÉDIA

La Coordination rurale, deuxième syndicat agricole, a accusé mercredi « certaines grandes coopératives agricoles françaises » de procéder à des « délocalisations » dans des pays de l'Union européenne (UE) où le coût de la main d'oeuvre est moins élevé, et demandé une « traçabilité intégrale » des étiquettes sur les plats cuisinés.

« Certaines grandes **coopératives françaises** ont monté des filiales à l'étranger sous forme de sociétés anonymes, par exemple pour fabriquer du foie gras en Bulgarie, alors qu'elles annoncent des **suppressions d'emplois en France** » a déclaré à l'AFP **Bernard Lannes**, président du syndicat, en marge de ses vœux à la presse. « Une grande coopérative du sud-ouest qui possède la marque de foie gras Rougié va se séparer d'outils de production pas rentables en France, et pendant ce temps continue de fabriquer du foie gras à bas prix en Bulgarie, via une filiale. Je n'ai rien contre la Bulgarie, mais les consommateurs doivent savoir d'où vient le produit en lisant l'étiquette, ce qui n'est pas toujours le cas » a-t-il ajouté.

Le **groupe coopératif Euralis** qui rassemble 12.000 agriculteurs, a annoncé mardi son intention de supprimer plus de 110 postes nets et de fermer deux sites industriels, celui de Brive (Corrèze) spécialisé dans les confits de canard et celui de Dunkerque (Nord) spécialisé dans les plats cuisinés, pour « résoudre les difficultés économiques persistantes » de son pôle alimentaire. Euralis, l'un des principaux producteurs de foie gras en France via ses marques Rougié, Montfort notamment, est également présent en Bulgarie depuis 2005, après son rachat de Brezovo.

La Coordination rurale a indiqué avoir demandé au gouvernement que soit effectué en 2018 un « audit de **la coopération agricole** ». Le syndicat demande également une « traçabilité intégrale de l'étiquette » suite à la dérogation accordée par Bruxelles pour les origines de la viande et du lait dans les plats cuisinés. « Nous voulons connaître la liste des ingrédients précise et leur origine », a-t-il dit.

Se défendant d'adopter une attitude nationaliste, et s'affirmant pro-européen, Bernard Lannes estime que l'industrie agroalimentaire « fait des mélanges avec des "minerais" de viande (masse agglomérée de différents types de viande utilisée dans l'industrie agro-alimentaire, ndlr), difficiles à comprendre ». « Le consommateur doit pouvoir choisir en connaissance de cause » a-t-il ajouté. « J'ai trouvé en grande surface un cassoulet de Castelnaudary, le cochon était français et signalé avec des drapeaux tricolores, mais l'oie n'avait pas de provenance, ce n'est pas normal » a-t-il dit.

Enfin, il s'est déclaré favorable à la constitution d'une épargne de protection défiscalisée pour les agriculteurs, également demandée par la FNSEA, et a demandé des « solutions » pour sortir du « surendettement » de l'agriculture. « En 2017, 70 % des agriculteurs étaient dans le rouge en France, selon les comptes des coopératives » a-t-il ajouté.